

INTERNATIONALISME CONTRE MONDIALISATION...

En 1941, les organisations syndicales sont dissoutes au profit d'un syndicat unique et obligatoire soumis à la tutelle de l'État. Le Maréchal Pétain institue la *Charte de Travail*. Le «comité social d'entreprise», regroupant patron et ouvriers pour le «*bien commun de l'entreprise*», décide des embauches et des licenciements, des conditions de travail et des salaires...

En 2008, Sarkozy édicte une loi dite de «modernisation de l'économie» comprenant un volet sur le «*marché du travail*», cosignée par le M.E.D.E.F., la C.G.T. et la C.F.D.T. La représentation syndicale sera «modernisée» dans le sens d'une hégémonie C.G.T.-C.F.D.T. (le syndicalisme rassemblé cher à Thibault). La section syndicale d'entreprise, obtenue par la C.F.D.T. dans la foulée de mai 68, gèrera sous l'égide du patron le pouvoir d'achat et le temps de travail par le jeu des heures supplémentaires, primes, intéressement et participation. Car on ne parle plus de salaires (indexés et répercutés selon l'échelle indiciaire), mais de «*pouvoir d'achat*» qui permet toutes les divisions et combines comme le R.S.A.; préservant la poche des patrons. Il est même question de licenciements par «*consentement mutuel*», dans ce cadre de la section d'entreprise, résurgence du comité social de Pétain, où la volaille est enfermée dans le poulailler avec le renard!

On a l'impression que Sarkozy roule sur une voie royale. «*En France quand il y a une grève, on ne s'en aperçoit pas*», clame-t-il avec cynisme. Mailly propose une grève interprofessionnelle pour «bloquer le pays», les autres des manifs festives. Les défilés du 7 octobre et le concert du Trocadéro où Ryder, patron de la C.S.I., évoque l'internationalisme syndical, procèdent d'une stratégie de coupe-feu, dans une optique de démobilisation.

La catégorie des exploités, ouvriers, employés, cadres, petits paysans... n'a pas disparu. L'abîme s'est creusé entre le monde du C.A.C. 40 et celui de la précarité. Mais la classe ouvrière, dépitée par les avatars du stalinisme et de la social-démocratie, a perdu conscience de sa propre force. Dans un contexte de tsunami boursier de recours aux fonds publics et à l'union sacrée, sur fond de bruit de bottes, la mondialisation du capitalisme se présente comme une fatalité, face aux échecs historiques de l'internationalisme prolétarien.

Néanmoins les ingrédients sont là, l'explosion sociale surprendra les bureaucraties de tous ordres. Mais une émeute n'est pas une révolution. Des pistes ont été dégagées: comité central ou comité fédéral de grèves? Autogestion en économie de marché ou gestion directe dans un cadre collectiviste et fédéraliste? Instruites des expériences de l'Histoire les générations futures sauront-elles en tirer les leçons? C'est maintenant qu'il faut prendre des contacts, dans l'esprit de la *Charte d'Amiens*, établir des liaisons horizontales indépendantes des hiérarchies d'appareils (C.S.I., C.E.S., syndicats intégrés). Sans négliger des entités telles que l'*Internationale des Fédérations anarchistes* ou d'autres courants se réclamant de la lutte des classes.

Déjà en Europe où tous les peuples sont soumis aux directives de Bruxelles où les Roumains font grève un jour; un autre jour les Allemands, les Polonais ou les Grecs... contre les mêmes méfaits concernant les salaires, la santé, les retraites, les codes et statuts, la casse des services publics... Et puis, l'Histoire se déroule lentement. C'est un paradoxe du capital de secréter ses toxines. Fin du 19^{ème} siècle ce furent les syndicats en France. La mondialisation elle-même transforme en salariés, certes surexploités, d'anciens moujiks et d'anciens serfs. Un million d'ouvriers viennent de faire grève en Inde pour des augmentations de salaires.

Tisser des liens, avec patience et obstination. Alors pourra-t-on reparler; sinon de révolution permanente, du moins d'internationalisme.

Serge MAHÉ,
octobre 2008.
